EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE D'AIX- MARSEILLE-PROVENCE-METROPOLE

Séance du 19 septembre 2016

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 197 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Odile BONTHOUX - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Christian BURLE - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Pierre DJIANE - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSES - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIE - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Catherine MEMOLI PILA - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Lionel ROYER-PERREAU - Florian SALAZAR-MARTIN - Albert SALE - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI représenté par Michel MILLE - Colette BABOUCHIAN représentée par Marie-Louise LOTA - Loïc BARAT représenté par Jocelyne TRANI - Jacques BESNAÏNOU représenté par Dany LAMY - Frédéric BOUSQUET représenté par Richard MIRON - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Nouriat DJAMBAE représentée par Samia GHALI - Marie-France DROPY OURET représentée par Martine RENAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Claude FILIPPI représenté par Stéphane LE RUDULIER - Roland GIBERTI représenté par Patrick BORÉ - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Mireille JOUVE représentée par Guy ALBERT - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Marie-Claude MICHEL représentée par Loïc GACHON - Yves MORAINÉ représenté par Solange BIAGGI - Nathalie PIGAMO représentée par Nadia BOULAINSEUR - Roger PIZOT représenté par Joël MANCEL - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michel AZOULAI - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Philippe VERAN représenté par Nicolas ISNARD - Karim ZERIBI représenté par Luc TALASSINOS.

Signé le 19 Septembre 2016

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Octobre 2016

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLÉ - Roland DARROUZES - Jean-Claude DELAGE - Frédéric DOURNAYAN - Albert LAPEYRE - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Jean-Pierre MAGGI - Christophe MASSE - Roger MEI - Jérôme ORGEAS - stephane PICHON - Roland POVINELLI - Michel ROUX - Roger RUZE - Emmanuelle SINOPOLI - Guy TEISSIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Monsieur le Président a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TRA 006-857/16/CM

**■ Approbation du Schéma Directeur d'Accessibilité - Agenda d'Accessibilité Programmé des transports en commun - Modification
MET 16/893/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2005/102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, a imposé aux collectivités locales et aux établissements publics de coopération intercommunale d'élaborer leur Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports (SDAT). La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a voté son SDAT le 28 juin 2010 avec un objectif de 10 ans pour réaliser la mise en accessibilité des arrêts de bus et une autorisation de programme de 100 M€ à cet effet.

La loi 2014-789 du 10 juillet 2014 a habilité le gouvernement à recourir à une ordonnance pour redéfinir les modalités de mise en œuvre du volet accessibilité de la loi handicap du 11 février 2005.

L'ordonnance 2014-1090 du 26 septembre 2014 implique que les Autorités Organisatrices de Transport (AOT) élaborent un schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'Accessibilité Programmée (SDAT-Ad'Ap). Le décret 2014-1321 du 4 novembre 2014 détermine le contenu et les conditions d'approbation de ces SDA-TAd'Ap.

A ce titre, il est prévu la priorisation des arrêts compte-tenu de leur fréquentation, des modalités de leur exploitation, de l'organisation des réseaux de transport et des nécessités de desserte suffisante du territoire. Le décret 2014-1323 du 04 novembre 2014 définit les critères de priorisation.

Concernant le réseau de bus, après diagnostic général des arrêts sur l'ensemble du territoire, inventaire des arrêts déjà accessibles, et analyse des arrêts restants à traiter, il a été proposé par délibération DTM 018-1666/15/CC du 21 décembre 2015 un nouveau programme d'aménagements à réaliser sur trois ans conformément aux dispositions réglementaires du décret suscité.

En conséquence, il avait été prévu, dans le SDAT-Ad'Ap déposé fin 2015, la mise en accessibilité de 2335 arrêts de bus pour un budget évalué à 45,5 M€, répondant aux capacités techniques et financières de MPM. Ce programme décliné en 3 tranches permettait le suivi d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle.

Le document SDAT-Ad'Ap avait été soumis pour avis à la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de Personnes Handicapées (CIAPH) de MPM, comme exigé par la loi.

Les Services d'Etat instructeurs du dossier ont rappelé que la décision de la Communauté Urbaine d'entériner la mise en accessibilité du métro après celle de son réseau de surface, au regard des difficultés techniques et des coûts associés, n'était pas recevable, même si cette décision avait été inscrite dans le SDAT de 2010.

En effet, la loi de 2005 imposait que la collectivité valide son SDAT sous trois ans, soit avant la date du 11 février 2008. Le document ayant été acté au-delà de cette date, la dérogation n'est plus possible et un programme relatif au métro doit impérativement apparaître dans l'Agenda d'Accessibilité Programmé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de lisser le programme d'études et de travaux pour rendre son métro accessible à la date de livraison des nouvelles rames de métro en 2024, ce qui représente une augmentation de budget de 48 M€, en marge des autorisations de programme déjà

**Signé le 19 Septembre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 12 Octobre 2016**

votées pour certaines station. Un lissage annuel des dépenses est proposé selon le tableau récapitulatif ci-dessous :

Programme budgétaire intégrant la mise en accessibilité :
- des arrêts de bus prioritaires et des stations de métro

Année	Budget Mise en Accessibilité des arrêts de bus prioritaires	Budget Mise en Accessibilité des stations de Métro	Budget Total Annuel
2017	16 M€ (848 arrêts)	3 M€ (1 station)	19 M€
2018	14 M€ (699 arrêts)	15 M€ (5 stations)	29 M€
2019	15.5 M€ (788 arrêts)	9 M€ (3 stations)	24.5 M€
2020	-	9 M€ (3 stations)	9 M€
2021	-	9 M€ (3 stations)	9 M€
2022	-	9 M€ (3 stations)	9 M€
2023	-	25 M€ (St Charles)	25 M€
2024	-	12 M€ (4 stations)	12 M€
Total	-	-	136.5 M€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2005/102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La délibération FAG 14/1042/CC du 18 décembre 2006, portant création de la Commission Intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées de MPM ;
- La délibération DTUP 012-2166/10/CC du 28 juin 2010 approuvant le Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports ;
- La loi n°2014-789 du 10 juillet 2014, habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des Transports Publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et l'ordonnance correspondante 2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à ce même sujet ;
- La délibération DTM 018-1666/15/CC du 21 décembre 2015, approuvant l'Agenda d'Accessibilité Programmé du réseau de bus ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille du 16 septembre 2016.

Signé le 19 Septembre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 12 Octobre 2016

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la loi 2005/102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées avait imposé aux collectivités locales et aux établissements publics de Coopération Intercommunale d'élaborer un Schéma Directeur d'Accessibilité des Services de Transport ;
- Que la loi 2014/789 du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour pallier partiellement au retard constaté au niveau national dans l'application des SDAT Territoriaux ;
- Que Marseille Provence Métropole est tenue par la loi de mettre en œuvre un nouveau programme détaillé dans un délai de trois ans ;
- Qu'il convient de valider le contenu du programme exposé dans l'Agenda d'Accessibilité Programmée en application de la loi et de ses décrets d'application ;
- Qu'un programme d'études et travaux doit être également intégré à l'Ad'Ap pour aménager les stations de métro

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmé des Transports du Territoire de Marseille Provence dans sa version corrigée ci-annexée.

Article 2 :

Est autorisé le dépôt de la version corrigée auprès des services d'Etat pour validation.

Article 3 :

Est approuvée la mise en œuvre du programme d'actions correspondantes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Mobilité, Déplacements et Transports

Jean-Pierre SERRUS

Signé le 19 Septembre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 12 Octobre 2016